

DISCOURS DE PRESENTATION DES VŒUX DE PIERRE LAURENT

Discours Pierre Laurent

Vœux 9 janvier 2017

Mesdames et messieurs,

Mesdames et messieurs les ambassadeurs,

chers amis, chers camarades,

En présentant à chacune et chacun d'entre vous mes meilleurs vœux de bonheur, d'épanouissement personnel pour vous et vos proches, je voudrais vous parler d'avenir. Pas de l'avenir tel qu'on nous le promet, fait de guerres, de compétitions toujours plus brutales, de souffrances, pas de cette année politique 2017 sans espoir, sans choix véritable à laquelle on voudrait nous condamner.

Non, je veux vous parler de l'avenir que nous allons construire en commun. « *L'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible* », a dit Saint-Exupéry. C'est de cela dont je veux vous parler, de ce que nous allons être capable de construire ensemble. Et, quoi qu'en dise tous les prophètes de malheur, nous pouvons beaucoup, j'en suis certain.

Vous êtes très nombreux ce soir. Responsables syndicaux, associatifs, personnalités engagées, artistes, militants et élus de notre parti, responsables des organisations de gauche de notre pays, ambassadeurs de pays amis, vous êtes toutes et tous des militants de l'humanité, de la liberté, de la justice. Ce sont vos combats et vos mobilisations qui ont permis en 2016 à notre pays de résister et d'espérer, malgré la terreur, les coups portés, les abandons et les trahisons. Ce sont vos combats qui portent l'espoir pour 2017.

Soyez certains que votre présence nous va droit au cœur, et que nous y voyons un encouragement à poursuivre en 2017 l'action quotidienne, nationale, européenne, internationale du Parti communiste français.

Pour que la solidarité, l'entraide et l'amour l'emportent sur la haine, pour que l'appétit de profit cède devant l'humain d'abord, nous continuerons d'agir et d'agir encore. Les mots du poète Paul Éluard nous inspirent toujours. Oui, nous voulons la terre « *bleue comme une orange* ». Et nous ne renoncerons pas à nos rêves...

Et à propos de rêve un peu fou, permettez-moi pour commencer un sympathique clin d'œil, plus exactement un grand coup de chapeau au communiste le plus médiatisé de France en cette nouvelle année, un tout jeune centenaire de 105 ans, notre camarade Robert Marchand, membre du Parti depuis 1936 et qui vient de battre un fameux record cycliste de l'heure ! Comme quoi, en cette année de centenaire de la Révolution d'Octobre, le communisme peut encore faire pédaler la jeunesse du monde ! Je t'embrasse Robert et merci pour ta belle leçon d'optimisme.

Notre leçon d'optimisme pour 2017, vous l'avez entre les mains. Elle s'appelle « la France en commun ». C'est avec cette brochure, qui rassemble nos propositions et dessine notre programme de gouvernement pour le quinquennat à venir, que nous vous souhaitons une année pleine d'espoirs, et que nous entrons en campagne pour les concrétiser.

Avec « La France en commun », le Parti communiste livre au débat citoyen sa contribution pour l'élection présidentielle et les élections législatives avec la volonté de déjouer le scénario d'un duel déjà annoncé entre la droite et l'extrême droite et de contribuer à la construction d'un nouveau pacte de majorité, d'une nouvelle majorité politique à gauche, c'est-à-dire une majorité présidentielle, une majorité parlementaire, une majorité populaire et citoyenne agissante. Propositions réalistes et précises à l'appui, « La France en

commun » propose à notre peuple un choix de société. Ce pacte dit notre confiance absolue dans les capacités de la France à se relever, à retrouver le chemin du progrès humain et à tenir à nouveau sa place dans le combat européen et international pour changer le cours de la mondialisation.

Oui, il est temps de briser l'étau dans lequel on écrase les espoirs de notre peuple et d'offrir un choix véritable à notre pays. Ce choix, ils veulent à nouveau en priver notre peuple.

La grande lessiveuse du système marketing présidentiel tourne à plein régime. Essorés les deux premiers favoris Sarkozy et Hollande ? Qu'à cela ne tienne, ils tiennent déjà leur tiercé alternatif : Fillon, le premier ministre du premier, Macron, le ministre de l'Économie du second, et Marine Le Pen, pour la septième participation de la famille à une présidentielle depuis 1981. Tout change pour que rien ne change... La machine à confisquer le débat pour que la France reste coûte que coûte sur les rails du libéralisme a plusieurs programmes de rechange.

Mais j'en suis convaincu, notre pays vaut mieux que cela. J'ai parcouru la France depuis deux ans, la vérité du pays c'est qu'une majorité de notre peuple continue de souhaiter une issue progressiste à la crise actuelle, une issue de progrès social, écologique et démocratique. Il la cherche, certes, dans la confusion politique créée par le discrédit du pouvoir Hollande-Valls, mais il y aspire bel et bien.

C'est cette ambition nouvelle que nous souhaitons porter jusqu'à lui ouvrir les portes d'une majorité politique. Ce nouvel élan est possible, il est nécessaire et même plus urgent que jamais. La droite et l'extrême droite nous préparent le pire. L'échec patent du quinquennat Hollande-Valls, de ses abandons et de ses renoncements, montre l'impasse qu'il y aurait à continuer dans cette voie. La France sort meurtrie de dix années de politiques d'austérité brutales, de vingt ans de priorités données à la finance. Seul un nouveau choix de société nous sortira de l'ornière.

Je ne pourrai développer ce soir devant vous les sept axes de propositions que détaille « La France en commun ». Je vous laisse les découvrir et je fais appel à vos apports pour continuer à les enrichir.

Permettez-moi toutefois d'en souligner les idées directrices.

La « France en commun » que nous voulons est d'abord celle qui retrouvera l'ambition de la paix et de la fraternité du monde.

Nous ne nous résolvons pas à la logique de guerres et de violences meurtrières à laquelle tant de voix nous appellent à céder, comme si c'était la seule et la meilleure manière d'y riposter.

Nous n'oublions rien : ni les morts des attaques terroristes de 2015 et 2016, ceux de *Charlie Hebdo*, de l'Hypercashier, du Bataclan, des terrasses parisiennes, du Stade de France, de Magnanville, de Nice, de Saint-Etienne du Rouvray ; ni les centaines de vies fauchées par ces mêmes attaques à travers le monde, celles de Berlin et Istanbul ces dernières semaines ; ni les centaines de milliers de victimes de ces guerres en Irak, en Syrie et ailleurs ; ni les centaines de milliers de réfugiés, migrants poussés sur les routes de l'exil, noyés en Méditerranée, refoulés ou parqués en Europe ou en Turquie, faute d'une politique européenne digne et humaine à leur égard.

Ces massacres, ce monde surarmé où les mers se transforment en cimetière, les frontières redeviennent barbelés, ces sociétés qui basculent sous nos yeux dans l'horreur, ces États détruits pour laisser place au chaos, tout cela doit s'arrêter. Ce bain de sang, de larmes et de souffrances, cela doit cesser !

La France doit répondre présente à l'appel lancé par le nouveau secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres à « *faire de 2017 une année pour la paix* », qui doit être, déclare-t-il, « *notre objectif et notre guide* », et déployer désormais toute son action en direction d'un plan global de paix, de reconstruction et de développement pour le Proche et le Moyen-Orient, pour la résolution politique des conflits en Syrie et Irak, s'engageant dans le démantèlement des filières du djihadisme et de ses soutiens étatiques, financiers et militaires, et la reconstruction démocratique de ces États.

Le terrorisme devait être terrassé par la guerre. Il s'en nourrit. La paix, la fin des humiliations et des dominations, le combat résolu contre les inégalités, l'ambition d'un nouveau mode de développement social et écologique guériront mieux les plaies du monde.

Cette lutte pour la paix et la démocratie, vous avez sûrement remarqué qu'elle s'affiche aujourd'hui sur les murs de notre siège, l'espace Oscar Niemeyer. Je voudrais saluer la magnifique exposition, réalisée par l'association France-Kurdistan, de 200 œuvres données par 85 artistes en solidarité avec le peuple kurde, et tous les journalistes, artistes, intellectuels, juristes, enseignants, élus, emprisonnés injustement en Turquie. Cette exposition donnera lieu, le jeudi 12 janvier à 18 h 30, à une vente aux enchères dont les bénéficiaires iront à la solidarité. Votre générosité est la bienvenue.

Je saisis l'occasion, en hommage à toutes les forces progressistes et démocratiques qui luttent dans le monde contre les obscurantismes et les dictatures, pour adresser nommément à Selahattin Demirtas, coprésident du HDP, emprisonné illégalement depuis le 4 novembre, le salut fidèle et fraternel des communistes français.

Pour la paix, jamais aucun combat ne doit être abandonné. L'adoption récente par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution condamnant la politique de colonisation israélienne en est le témoignage. Et face à l'impunité que s'arroge depuis tant d'années le gouvernement de Benyamin Netanyahu, nous renouvelons l'engagement de faire de cette année qui marque le 50^e anniversaire du début de la colonisation et de l'occupation israélienne, aux côtés des nombreux militants de la paix et des droits humains et démocratiques, l'année du combat pour l'arrêt de cette colonisation illégale, de la reconnaissance de l'État palestinien et de la relance de la solution à deux États.

De même, nous nous réjouissons de la récente décision de la Cour de Justice de l'Union européenne qui confirme que le Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc. C'est un encouragement pour tous celles et ceux qui luttent pour soustraire des accords commerciaux UE-Maroc les richesses prélevées sur ce territoire. Notre solidarité est plus que jamais acquise au peuple sahraoui et au Polisario.

Oui, comme le disait Nelson Mandela, « *tout paraît impossible jusqu'à ce qu'on y arrive* ».

Dans ce monde fait de l'explosion des inégalités et des injustices mais aussi chargé d'un potentiel immense de développement humain, social, écologique, démocratique, nous voulons une France à l'offensive. Au désordre mondial et à la généralisation de la violence, nous opposons l'exigence de sécurité humaine et de paix. Face aux tenants de l'ultralibéralisme comme aux poussées ultranationalistes et populistes, qui toutes fondent un monde de tensions et de concurrences, et génèrent des États autoritaires, inégalitaires et liberticides, nous en appelons à la fraternité humaine, à la coopération et au rassemblement des peuples.

Je veux saluer les forces citoyennes et associatives, les élus qui unissent en ce moment leurs énergies pour accueillir dignement les migrants, désamorcer les peurs et les mensonges honteusement entretenus par ceux qui cherchent à en faire leur marchandise électorale, dénoncer les surenchères et les préjugés racistes, xénophobes et islamophobes.

Cédric Herrou et Pierre-Alain Mannoni, ces citoyens injustement poursuivis pour avoir assisté des réfugiés en détresse dans la vallée de la Roya à la frontière italienne, sont l'honneur de notre pays. Les migrants ne sont pas des criminels et les militants de la solidarité non plus. Militants de la cause humaine tout simplement, ce sont eux qui montrent à nos dirigeants la voie de la raison et du respect des droits fondamentaux.

Nous voulons la France à l'offensive pour un accueil digne et humain des réfugiés, agissante pour une gouvernance mondiale des migrations, optimisant le droit au bonheur pour tous.

Nous voulons une France à l'offensive pour une gestion responsable et équitable des biens communs de l'humanité, pour un développement social et écologique, protecteur des droits humains et de la planète, pour l'application et l'amplification des accords de la COP21.

Nous voulons une France libre, attachée au multilatéralisme, refusant l'alignement.

Nous voulons une France à l'offensive pour changer l'Europe, la sortir de l'austérité et la mobiliser pour l'éradication du chômage et de la précarité, une France mobilisée pour rejeter les traités CETA, TISA et TAFTA, une France active pour faire au plus vite de l'Europe un espace libéré de l'emprise de l'OTAN, exempt d'armes nucléaires et de destruction massive.

Oui, la voie de la paix est à notre portée et la France peut jouer un grand rôle. Notre peuple a peur, sans doute plus qu'hier, de ce monde incertain et violent, mais il n'a pas basculé. Il a rejeté le projet honteux de déchéance de la nationalité, contraignant le chef de l'État et son Premier ministre à y renoncer. Nous ne sommes pas condamnés à assister impuissants au mano à mano entre Fillon et Le Pen, pour arbitrer qui construira les grillages les plus hauts. Nous pouvons, avec notre peuple, avancer vers le développement commun mondial, vers une Europe de peuples libres, souverains et associés, à condition de lui en donner la confiance et de construire les solidarités mondiales nécessaires.

À cet égard, la décision prise par le 5^e congrès du Parti de la gauche européenne, désormais présidé par notre ami de Die Linke Gregor Gysi, et dont je reste l'un des vice-présidents, d'initier un forum annuel permanent de toutes les forces progressistes européennes est d'une très grande importance. Le PCF s'y investira pleinement et a proposé que la France accueille la première édition de ce forum européenne en novembre 2017 à Marseille.

Évidemment, pour avancer dans cette voie, « la France en commun » que nous voulons est celle qui devra mener résolument, courageusement, l'action contre la finance.

Oui, rien ne sera possible sans désintoxiquer notre modèle économique du poison de la rentabilité financière à outrance. La nouvelle majorité de gauche que nous voulons construire aura le devoir d'agir pour mobiliser tous les moyens financiers, réorienter résolument tout l'argent disponible vers la production et la répartition de richesses utiles à la promotion des capacités humaines. Bref, il faudra affronter la finance, dans les actes concrets du gouvernement pendant cinq ans, pas seulement dans les paroles d'un soir de meeting au Bourget !

2016 a été une année d'attaques inégalées contre le monde du travail. Il ne manque jamais de bons apôtres pour nous expliquer que la soumission aux intérêts du marché est la seule voie possible du bonheur, la valeur qui doit fermer la bouche aux inconscients archaïques qui ont encore le toupet anachronique de parler de justice, de solidarité, d'épanouissement au travail comme dans la vie personnelle. En vérité, ces politiques d'austérité, qui désignent sans cesse les dépenses publiques, les fonctionnaires, les salaires, l'impôt payé par les sociétés comme les causes de tous nos maux, nous préparent de nouvelles crises financières, de nouvelles très lourdes factures sociales pour les travailleurs. Le journal *Les Échos* révélait jeudi dernier que grâce à ces magnifiques politiques de désendettement, la zone euro allait emprunter la somme record de 900 milliards sur les marchés en 2017, pour le plus grand bonheur des créanciers et des spéculateurs.

Il faut donc en finir au plus vite pour réinvestir dans le développement humain, en ne laissant plus les grands groupes capitalistes et les banques, gérer au nom du seul critère de la rémunération des actionnaires.

Ces logiques-là - chômage de masse, explosion de la pauvreté et de la précarité, inégalités - comme les logiques guerrières que j'évoquais, ont brisé trop de vies, gâché trop de richesses.

Nous reprendrons le pouvoir sur les banques, en nationalisant, au cœur d'un nouveau pôle public bancaire et financier, BNP-Paribas et la Société générale.

Nous cesserons de racketter les petits comptes. Nous changerons l'orientation du crédit et de l'épargne, au service des projets créateurs d'emplois, créateurs de richesses et de solidarité dans les territoires, en faveur des services publics, en donnant aux salariés, à tous les citoyens, aux élus de nouveaux droits de regard sur l'activité des banques et sur les aides publiques aux entreprises.

Nous mènerons une lutte sans merci contre l'optimisation et l'évasion fiscale des plus riches, des grands groupes, des multinationales. Le livre *Sans domicile fisc* des frères Bocquet livre une démonstration sans appel de ce qu'il est possible de faire en la matière. Leur tour de France réunit des milliers de citoyens passionnés. Ce combat prend de l'ampleur comme le montre de premiers succès pour protéger les lanceurs d'alerte ou encore la mobilisation citoyenne autour du procès de Dax.

Je serai prochainement aux côtés d'Alain et Éric Bocquet à Antibes, où nous braquerons le projecteur sur les évadés fiscaux dont les yachts baignent tranquillement les eaux de ce qu'on appelle là-bas « le quai des milliardaires » !

Nous proposerons sans relâche l'organisation d'une COP fiscale et financière chargée de lutter contre le dumping fiscal international, pour rendre aux États et aux salariés du monde entier le fruit de leur travail.

Je suis certain que de la vérité faite sur cette impunité fiscale peuvent naître mobilisations, actions citoyennes, et lois votées au Parlement.

Si la conscience grandit, nous pouvons passer de la colère à l'action, sous l'impulsion d'une majorité de gauche à l'initiative !

Nous proposerons de mettre fin aux logiques du CICE, sans autre résultat que l'enrichissement des actionnaires et le gâchis des fonds publics, et à toute cette accumulation d'exonérations sociales et fiscales accordées sans aucune réelle contrepartie aux entreprises. Et il y aura alors assez d'argent à réorienter pour la nouvelle industrialisation du pays, la transition écologique de nos modèles de production, le développement des services publics, le financement de la protection sociale, la création de tous les emplois nécessaires.

Donald Trump est, paraît-il, le nouveau modèle à suivre pour protéger nos industries. Marine Le Pen n'en finit pas de s'extasier. Bel exemple de la supercherie sociale de la candidate du Front national qui, il faut le dire, bénéficie d'une incroyable complaisance de médias bien peu curieux en la matière.

Il y a des impostures à dévoiler, des masques à arracher ! Donald Trump a tout simplement promis aux multinationales américaines comme Ford une baisse de 35 % à 15 % du taux de l'impôt sur les sociétés. Cet argent, les ouvriers américains n'en verront pas la couleur. Quant aux actionnaires, ils peuvent compter sur leur nouvel allié dans l'administration Trump, le PDG multimilliardaire d'Exxon, Rex Tillerson. Voilà le prétendu modèle social de Marine Le Pen. Elle vient de dévoiler son programme dans *le Parisien* hier. Sur la Sécurité sociale, qu'elle prétend défendre face à François Fillon, pas un mot sur la nécessaire contribution des revenus financiers, sur le relèvement indispensable des cotisations patronales. Ses cibles uniques s'appellent « *suppression de l'Aide médicale d'État, délai de carence pour les travailleurs étrangers avant de pouvoir bénéficier de protection sociale et d'accès à l'école gratuite, suppression du tiers payant généralisé, lutte contre la fraude sociale* », pas celle des patrons évidemment.

Marine Le Pen détourne le regard des couches populaires pour faire oublier l'indécence de l'argent-roi. Elle dit surtout sa haine des pauvres. Chômeurs, allocataires du RSA, tous des assistés ! Au peuple, aux précaires, aux couches moyennes fragilisées de la société qui craignent de tout perdre, elle désigne un ennemi de proximité, un ennemi plus faible qu'eux, un ennemi facile : l'immigré, le réfugié, l'assisté. Voilà la vérité de son programme : dur avec les faibles, faible avec les forts. Et pendant qu'elle répand haine et division, la finance et les gros actionnaires prospèrent.

Nous publierons au mois de février un livre argumentaire destiné à démonter une à une les impostures de la droite et du FN, pour aider à faire tomber les masques qui doivent tomber !

Lutter réellement contre la finance, c'est au contraire réorganiser le transfert des richesses vers le travail, vers les salaires.

Nous briserons le tabou sur les salaires et organiserons une conférence annuelle de revalorisation des salaires et des qualifications pour tous, visant le SMIC à 1 700 euros net au terme du quinquennat, la revalorisation des grilles dans le privé et le dégel du point d'indice pour les fonctionnaires. L'augmentation

des salaires doit cesser d'être un gros mot dans ce pays où jamais autant de travailleurs, jeunes et moins jeunes, n'ont été aussi qualifiés, aussi productifs.

En rejetant la loi travail, et avant elle la loi Macron, la jeunesse de France a dit clairement qu'elle refusait la précarité à vie promise par cette loi. Ubérisée à perpétuité ? La jeunesse a dit qu'elle « valait mieux que cela ». Et elle a mille fois raison. Un an après les manifestations contre la loi travail, je serai donc, le 31 mars, au festival de la Jeunesse, co-organisé notamment par la Jeunesse communiste.

Un conseil au passage aux auteurs de ces lois, Messieurs Valls et Macron. Perdez l'habitude de prendre les Français pour des imbéciles. Monsieur Macron, vous ne galvauderez pas longtemps le beau mot de « progressistes ». La colère commence déjà à grandir contre l'arnaque Uber et celle des bus Macron, mis en circulation contre la SNCF, au mépris de l'environnement et de la sécurité !

Quant à vous Monsieur Valls, votre numéro d'équilibriste frôle déjà la chute. Alors, comme cela, on vous aurait imposé le 49-3 ! À l'insu de votre plein gré en quelque sorte....

Blaise Pascal, en son temps déjà, nous avait dit, dans ses fameuses « Provinciales », ce que l'on devait penser de cette manière de « *corriger la noirceur de l'action par la pureté de l'intention* »....

Mais attention, monsieur le candidat, la nouvelle année n'y fera rien. Les Français ne sont pas des poissons rouges avec une capacité de mémoire de 3 secondes ? Et même si proche de Noël, il sera difficile de faire avaler aux adultes que nous sommes, que les citrouilles peuvent instantanément se métamorphoser en carrosses ! D'autant que nous savons depuis notre plus tendre enfance qu'à l'heure fatidique, ce sont plutôt les carrosses qui redeviennent citrouilles !

Paix, lutte contre la finance, et nouvelle ambition de progrès social, voilà comment nous envisageons « la France en commun ».

Les bas salaires, la pauvreté, le chômage et la précarité, les industries et les services publics qui foutent le camp, les actionnaires qui se gavent quand les salariés de privent de tout, voilà ce qui abîme la France, l'affaiblit, pas l'inverse. Nous ne devons plus l'accepter. Le temps est venu d'une nouvelle page de l'histoire sociale, d'un nouvel âge de la Sécurité sociale, d'une nouvelle industrialisation de notre pays qui relèvent la France, qui rendent à chacune et chacun, et à nous tous collectivement, à nos enfants, l'espoir du progrès et d'une vie meilleure.

Nous en sommes capables en levant un très large rassemblement politique et populaire pour un nouveau projet de progrès social digne de ce nom. Le peuple de France a déjà fait preuve qu'il en était capable : c'est dans sa mémoire ouvrière et populaire. Mais surtout, c'est l'époque de révolution du travail que nous vivons qui nous y invite. Le modèle capitaliste ultralibéral a fait son temps et il est partout en crise, rejeté.

J'entendais la semaine dernière François Fillon s'exprimer sur cette question. « *Comment célébrer un modèle social français quand il y a 6 millions de chômeurs et 9 millions de pauvres ?* », demandait-il en substance. Mais François Fillon qui se prétend gaulliste n'a rien compris à ce qui s'est passé à la Libération. Qu'il aille voir le film « La Sociale » qui raconte la fondation de la Sécurité sociale. C'est à une audace de même ampleur que nous sommes aujourd'hui appelés si nous voulons sortir le pays de la régression sociale.

La loi El Khomri n'est pas seulement un désastre social, c'est une loi anachronique. Nous l'abrogerons pour mettre en chantier une véritable loi de sécurisation sociale de l'emploi et de la formation.

Mercredi, le 11 janvier, au Sénat, la proposition de loi d'abrogation que nous mettrons en discussion dans notre niche parlementaire sera une nouvelle fenêtre pour porter ce débat.

Le progrès, de nouveaux jours heureux, c'est une ambition à la portée de notre peuple. Les richesses produites par le travail humain se sont accrues de façon considérable. Et elles peuvent encore beaucoup

s'accroître. Mais elles sont en grande partie détournées, dévoyées par les grandes plateformes numériques, corsetées par la glotonnerie des actionnaires et par les impératifs de la financiarisation.

Repenser le travail, le temps de travail, la sécurisation de l'emploi tout au long de la vie, c'est indispensable aujourd'hui pour pouvoir évoluer, s'adapter, élever ses connaissances et qualifications pour le plus grand bien du développement des entreprises et du pays, et dans une totale sécurité.

Des emplois, il y en a pour toutes et tous, en diminuant la durée légale du travail vers les 32 heures hebdomadaires, en avançant l'âge de la retraite. Du travail il y en a, il y en a beaucoup si on veut répondre positivement et humainement aux défis du siècle.

Dans la santé, dans l'accompagnement social, pour favoriser l'autonomie des personnes âgées et pallier à la dépendance, dans l'économie sociale et solidaire via les PME, les associations, les coopératives, il faut créer des centaines de milliers d'emplois qualifiés et notamment d'emploi publics.

Dans l'enseignement et la formation professionnelle, il faut créer des centaines de milliers d'emplois.

Pour la transition énergétique, dans la lutte contre les gaspillages, pour répondre aux défis du changement climatique, il faut créer des centaines de milliers d'emplois dans le bâtiment, dans les transports collectifs, l'énergie.

Tout cela, les progrès technologiques, dégagées des contraintes capitalistes de la financiarisation et mis au service d'un développement humain responsable le rendent possible.

Notre projet de progrès social, c'est celui d'un développement des services publics, pour leur maillage de tout le territoire, pour leur gestion démocratique, contre l'austérité qui les corsete, pour y développer l'investissement et y recruter des personnels sous statut. Nous avons besoin de services publics étendus dans les domaines du logement pour y impulser un plan de mobilisation, de la culture, de la petite enfance...

Notre projet, c'est de donner une nouvelle jeunesse à la Sécu pour généraliser la prise en charge à 100 %, pour un droit à la retraite à taux plein à 60 ans, la prise en charge de l'autonomie, un renforcement de la médecine du travail et la prévention des maladies et accidents, pour une réforme du financement, une démocratisation de sa gestion.

Cette ambition de progrès social passe aujourd'hui par une grande cause qui doit être entendue de tous, débattue par tous : la lutte contre la grande pauvreté. Il ne s'agit plus d'un problème des autres. Il s'agit du visage le plus insupportable de cette société en crise.

Vendredi, j'ai rencontré les grandes organisations qui luttent pour la solidarité et contre la pauvreté. J'ai entendu leur appel. Pour notre part, nous agissons déjà, avec nos élus, avec nos militants.

Les militant-e-s communistes prennent leur part à travers les réveillons rouges, les permanences d'écrivains publics dans les sections, la création de marchés solidaires et les chaînes humaines contre les expulsions locatives... Mais cela ne suffit pas. C'est un débat politique qu'il faut désormais ouvrir, pour de nouveaux choix de société.

Combien de millions de personnes allons-nous sortir de la pauvreté en cinq ans quand un million sont venus grossir leur rang en dix ans ? Voilà la question à laquelle nous devons répondre.

Près de 9 millions de nos concitoyens, 15 % de la population française, vivent sous le seuil de pauvreté. Beaucoup de femmes, beaucoup au chômage ou à temps partiel, élevant seules leurs enfants. Plus de 6 millions de personnes vivent la précarité énergétique. Elles doivent choisir entre se chauffer et se nourrir. Près de 4 millions de personnes sont mal logées, plus de 3 millions vivent dans le froid... Elles vivent dans des logements insalubres ou indignes, surpeuplés, dans des abris de fortune ou sont sans abri. Ces derniers, près de 200 000, parmi lesquels des femmes, des enfants, sont à la rue, dans l'insécurité et le manque d'hygiène, sans projet et sans amour... Nous les côtoyons tous les jours.

Quand la pauvreté, la misère, la grande précarité en sont là, c'est toute la société qui est tirée vers le bas, qui est fracturée, qui vit la violence et la crainte. Pour des millions de Français, la crainte du déclassement vire à l'obsession.

Nous déciderons de plans d'action dans la durée, agissant sur tous les fronts concernés. Interdiction des expulsions locatives, des coupures d'énergie et d'eau, refus des privations de cantines scolaires, suppressions de la TVA sur les produits de première nécessité, construction massive de logements sociaux, augmentation des places d'hébergement d'urgence, soutien à l'insertion dans l'emploi, égalité salariale femmes-hommes, élargissement de l'accès aux soins...

Une nouvelle majorité devrait convoquer dès l'été 2017, une grande conférence sociale avec les réseaux et associations de solidarité, les syndicats, des personnes en situation de pauvreté, des salariés, pour travailler ensemble à l'élaboration d'un plan cohérent et pluriannuel pour mener ce combat.

Notre projet de progrès social, c'est celui d'un développement des services publics, pour leur maillage de tout le territoire, pour leur gestion démocratique, contre l'austérité qui les corsete, pour y développer l'investissement et y recruter des personnels sous statut. Nous avons besoin de services publics étendus dans les domaines du logement pour y impulser un plan de mobilisation, de la culture, de la petite enfance...

Notre projet, c'est de donner une nouvelle jeunesse à la Sécu pour généraliser la prise en charge à 100 %, pour un droit à la retraite à taux plein à 60 ans, la prise en charge de l'autonomie, un renforcement de la médecine du travail et la prévention des maladies et accidents, pour une réforme du financement, une démocratisation de sa gestion.

Cette France à laquelle nous voulons redonner l'espoir, cette « France en commun », ce sera une nouvelle République.

Une République qui remette en son cœur les principes fondamentaux d'égalité, de promotion des droits des citoyens dans la cité comme sur le lieu de travail, d'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines, de lutte sans merci contre les discriminations, toutes les discriminations racistes, sexistes, territoriales, de diffusion des responsabilités dans toute la société contre la confiscation des pouvoirs par quelques-uns .

Ces principes sont aujourd'hui vidés de leur sens par un régime de plus en plus autoritaire, confiscatoire, opaque, technocratique. La présidentialisation de notre vie politique, pourtant à l'origine du discrédit grandissant de la politique, est poussée à l'extrême.

Je le dis avec gravité : la manière dont s'engage le débat public pour l'élection présidentielle de 2017, la subordination totale, pour ne pas dire l'évacuation totale des enjeux des élections législatives, pose un très grave problème démocratique. Élire des députés serait devenu mineur. C'est le triomphe de la monarchie présidentielle et de toutes ses dérives.

Seuls contre tous s'il le faut, nous mènerons à égalité d'importance élection présidentielle et élections législatives. Et nous assurons les citoyens d'une chose : les candidats que nous présentons dans chaque circonscription ne seront demain les godillots de personne, mais des députés libres, rendant compte de leurs actions aux citoyens.

Nous voulons une République qui permette aux citoyens d'intervenir, en leur donnant pouvoir d'initiative législative, référendaire, et pétitionnaire.

Nous voulons une République où le Parlement retrouve la primauté dans l'élaboration et le vote des lois, en supprimant le 49-3 et toutes les dispositions qui restreignent son pouvoir.

Nous voulons un Parlement à parité où puissent siéger en nombre des ouvriers, des employés, des salariés de toutes conditions, à l'image de notre peuple et de sa diversité, un Parlement élu à la proportionnelle, où

un statut de l'élu permette à chacun d'accéder à tous les mandats de la République, en s'appuyant sur une limitation du cumul et du renouvellement des mandats dans le temps.

Nous voulons une République qui instaure de nouveaux pouvoirs d'intervention pour les fonctionnaires et les usagers des services publics et pour les travailleurs sur l'organisation du travail comme sur les choix de gestion dans les entreprises.

Oui, il est temps, grand temps de parler égalité, et quand le mot est prononcé, de le mettre en pratique dans chacun des actes, des choix, des politiques mises en œuvre.

Nous voulons une République libre et fraternelle, une République qui garantisse contre toute tentation rétrograde.

Face aux déchaînements de la Manif pour tous, les Français ont tenu bon. Nous ferons progresser encore la lutte contre les discriminations, contre l'homophobie. Nous voterons une loi-cadre avec de nouveaux moyens contre la violence faite aux femmes.

Nous modifierons l'article I de la Constitution pour écrire dorénavant : « *La loi garantit (et non plus favorise) l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales* ».

La grâce de Jacqueline Sauvage, obtenue grâce à la mobilisation, nous encourage à mener ensemble ce combat avec plus de force en 2017.

Cette République, elle sera le thème de notre première grande initiative de lancement conjoint des campagnes présidentielle et législatives avec nos candidats le 28 janvier place de la République : « Non à la monarchie présidentielle, oui à la démocratie citoyenne ».

Voilà, chers amis, le projet que nous allons porter, débattre et enrichir dans les prochains mois avec le pays.

Nous diffuserons « la France en commun » dans tout le pays les 21 et 22 janvier. Nous organiserons dans chaque circonscription des rencontres publiques pour en débattre.

Ces objectifs pour notre pays, cette France en commun que nous appelons de nos vœux et de notre action, sont le socle du rassemblement populaire, de la nouvelle majorité qui est désormais à construire, et qui sera notre objectif tout au long de cette année, avant, pendant et après les échéances électorales.

C'est donc indissociablement notre contribution à la campagne présidentielle dans laquelle nous sommes engagés pour appeler à voter Jean-Luc Mélenchon, et le pacte que nous proposons aux Français pour une nouvelle majorité parlementaire.

Oui, face aux dangers qui menacent d'une élection confisquée par la droite et le Front national, le rassemblement auquel je n'ai cessé d'appeler tout au long de l'année écoulée reste une impérieuse nécessité. Mais dans ce domaine, il nous faut affronter les mots. Les mots et les actes...

Il y a trop de fausses pistes, d'aventuriers se gargarisant d'autant plus du mot rassemblement que chacun de leurs actes, de leur projet, de leur parcours porte la division ou la trahison programmée comme la nuée porte l'orage.

Le rassemblement que nous voulons construire, reconstruire, en 2017 et au-delà, est celui des forces vives de la gauche de ce pays, forces sociales, politiques, citoyennes, associatives décidées à tourner la page du renoncement libéral et de l'austérité. Cette gauche, je sais ces forces immenses parmi les salariés, les habitantes et habitants de nos villages, de nos cités et quartiers populaires. Je les sais aussi déboussolés. Je veux leur adresser un message de confiance et de sincérité.

Oui, nous rêvions mieux pour partir en campagne, un socle de rassemblement plus large encore. Aucun des candidats en présence ne nous a aidés à y parvenir, chacun espérant, sacré démon de la présidentielle, dépasser la difficulté dans sa rencontre avec le peuple.

Nous avons pris acte, en responsabilité de cette situation, en décidant pour notre part de ne pas présenter de candidat alors que nous avons les moyens de le faire. Nous avons décidé de le faire en mettant toutes nos idées sur la table au service du rassemblement qui reste à construire.

Nous lançons notre campagne en faveur du vote pour Jean-Luc Mélenchon avec cet objectif : élargir le rassemblement le plus loin possible, pour battre la droite, le Front national, éviter le drame d'un second tour Fillon-Le Pen et qualifier une véritable politique de gauche au second tour.

La page de 2017, il nous revient à tous de l'écrire. Pour nous, elle ne se clora le soir de l'élection présidentielle. Nous sommes déjà à pied d'œuvre pour présenter ou soutenir dans toutes les circonscriptions des candidats du rassemblement aux élections législatives. Nous ratifierons une partie d'entre eux, d'entre elles dès samedi 14 janvier., singulièrement là où se joue l'élection d'un député communiste ou du Front de gauche, c'est-à-dire tout simplement l'existence d'une groupe portant demain dans l'Hémicycle de possibles lois de transformation sociale, capable aussi de faire barrage aux mauvais coups contre les droits sociaux, les droits des femmes, les libertés fondamentales. Là aussi, nous appelons au rassemblement. Rien, aucune division ne doit entraver l'élection de ces députés. Les travailleurs en auront tant besoin demain.

Nous avons pris nos responsabilités, à chacun de prendre les siennes. Dans l'intérêt du rassemblement commun.

Dans quelques jours aussi, la primaire socialiste désignera son candidat. Nous ne nous sommes pas dupes de la laborieuse conversion du Premier ministre en candidat de gauche. Nous sommes par ailleurs également attentifs à toutes les propositions qui peuvent donner écho à notre volonté de rupture avec les errements du quinquennat écoulé. Nous restons disponibles, ouverts, car le chemin de la reconstruction alternative sera long, et nous ne négligerons aucune possibilité de le faire progresser.

Mais voilà, nous n'attendons plus, nous sommes en campagne, avec l'ambition qu'exige la période.

Dans cette campagne électorale mêlée, présidentielle et législative, nous voulons permettre la mobilisation, la construction, l'action autour de solutions concrètes pour répondre tout autant aux grands défis de la société qu'aux besoins et aspirations quotidiennes. C'est une campagne de terrain que nous lançons, en déployant dans le concret notre conception de l'union.

C'est ainsi que le Parti communiste entend mener campagne, à la présidentielle pour le vote Jean-Luc Mélenchon et aux élections législatives avec nos candidates et candidats, et celles et ceux que nous soutiendrons.

Mesdames, messieurs, chers amis, chers camarades,

J'ai la conviction que nous ne sommes pas condamnés en 2017 à la division, aux régressions sociales et humaines.

J'ai la conviction que nous ne sommes pas condamnés en 2017 à une gauche dispersée, « façon puzzle » comme dirait Michel Audiard, assistant, impuissante, aux triomphes des « tontons flingueurs » de la droite extrême et de l'extrême droite .

J'ai la conviction, chers amis et camarades, que nous ne sommes pas condamnés en 2017 à choisir entre le bâillon pour la bouche, ou pour la main le clou, comme le chantait Louis Aragon, dans ce si beau poème en hommage au poète espagnol Federico Garcia Lorca...

J'ai la conviction que nous aurons encore et toujours besoin d'un grand parti communiste, pour donner de la voix aux classes populaires, pour les aider à porter jusqu'aux plus hautes responsabilités de l'État ce

qu'elles savent produire de meilleur, pour tenir la gauche debout quand tant de forces veulent la rayer de la carte, pour faire vivre un parti au service non d'un clan ou d'un chef mais de l'intervention populaire.

Oui, en ces premiers jours de 2017, c'est notre message pour le combat, pour vivre dignement tout simplement.

En concluant ces quelques mots, je veux vous dire enfin ma fierté d'être secrétaire national du Parti communiste français, ce parti qui vient de souffler ses 96 bougies et prépare déjà, pour très bientôt ses 100 printemps. Un événement à venir dans le paysage politique français.

Au moment où la politique et les partis sont si décriés, oui, je veux dire combien je suis fier du Parti communiste.

Ce parti qui agit pour l'intérêt du pays, l'intérêt général, parce qu'il est un parti où ses adhérentes et adhérents disposent de la parole et décident démocratiquement de ses choix, et qui n'a aucune chance de se transformer en écurie présidentielle, de se mettre au service exclusif d'une ambition personnelle. Nous venons de faire la démonstration que les communistes, organisés en parti, peuvent réfléchir, mener de rudes débats, et en trancher en restant unis et dans un climat fraternel. Il a fait preuve d'une maturité, d'une honnêteté, d'une intelligence collective aujourd'hui hélas peu courante dans le monde politique.

Je l'ai dit, notre parti tient la gauche debout. Oui, la gauche, toute la gauche, parce que la gauche, ça existe. Et elle existera en 2017.

Alors, c'est avec conviction et confiance que je vous dis : « ensemble, en 2017, allons au-devant de la vie » !